



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires
à la société SCHWEITZER à Ludres**

N° 2025-0286
AIOT 0006205874

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n°2004 374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 relative aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc., utilisant une forme imprimante ;

Vu l'arrêté préfectoral 2008/208 du 25 juin 2009 modifié autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de régénération de plastiques par la société SCHWEITZER sur le territoire de la commune de Ludres ;

Vu le courrier du 19 mai 2021 sollicitant une demande de modification des flux au niveau de l'atelier de régénération ;

Vu l'étude des risques sanitaires datant du 03 mai 2021, afin d'évaluer l'exposition des populations riveraines aux rejets atmosphériques à 7 m ou à 10 m de hauteur pour l'atelier de régénération (référéncée par LECES RC38435) ;

Vu l'étude des risques sanitaires datant du 23 juin 2021, afin d'évaluer l'exposition des populations riveraines aux rejets atmosphériques, pour l'ensemble du site (reçue le 07/07/2021 – référéncée par LECES RC38638) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/323_2022 du 09 mars 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025-0750 en date du 09 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 13 octobre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 23 octobre 2025 complété par le courriel du 03 mars 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025-1116 en date du 26 mars 2026 ;

Considérant que les modifications des conditions de rejets atmosphériques, mentionnées ci-dessus, portées par la société SCHWEITZER à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 19 mai 2021 sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des études remises, les impacts des émissions diffuses et canalisées sont acceptables pour l'environnement dans les conditions fixées par le présent arrêté ;

Considérant que les extracteurs sont utilisés pour l'évacuation de la chaleur sous toiture et n'ont pas lieu d'être considérés comme des points de rejets canalisés ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1: Portée et champ du présent arrêté

La société SCHWEITZER, dont le siège social est sis 198 impasse Clément ADER – 54710-Ludres , est autorisée à exploiter les installations de régénération de plastiques et de production de sacs en plastiques sur le territoire de la commune de Ludres – à la même adresse, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2008/208 du 25 juin 2009, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Conduits et installations raccordées et conditions générales de rejet

A compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles 3.2.2 et 3.2.3 de l'arrêté d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les hauteurs de cheminée et les vitesses minimales d'éjection sont respectées pour les émissaires suivants :

	Identification des conduits	Hauteur en m	Diamètre en m	Vitesse minimale d'éjection des effluents gazeux (m/s)
Bâtiment « atelier de régénération »	Conduit de rejet de l'atelier régénération	10	0,80	8

Article 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

A compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Les volumes de gaz sont rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en O₂ de 20 %

Les substances ou mélanges comprenant des COV les classant cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs et ce dans les meilleurs délais possibles.

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduit n°2 (régénération)
Poussières	30 mg/Nm ³
CH ₄	50 mg/Nm ³
CO	100 mg/Nm ³
COVNM	20 mg/Nm ³
COV annexe III : acroléine	20 mg/Nm ³

COV CMR (H350): Formaldéhyde, acétaldéhyde	2 mg/Nm ³ *
---	------------------------

* si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont applicables à l'installation de combustion les prescriptions de l'arrêté du 02 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.

Article 4 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

A compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les flux de polluants annuels rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes pour l'ensemble de l'activité du site :

Émetteurs (7920 h)	Flux de polluants des émetteurs							
	Poussières		COV Annexe III Acroléine		COV CMR (H350) : Formaldéhyde		COV CMR (H350) : acétaldéhyde	
	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an
Régénération	56,39	446,6	6,52	51,6	5,57	44,1	22,06	174,7

Article 5 - Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

A compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions.

Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois). Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible.

La dilution des effluents est interdite sauf autorisation du préfet. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.

L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter la formation de poussières.

Article 6 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

A compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.1.1.1 de l'arrêté d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009 sont complétées par les prescriptions suivantes :

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Pour les émissaires, les fréquences de surveillance sont indiquées ci-dessous :

Atelier de régénération	Fréquence
Débit	Annuelle
Poussières	Annuelle
COVNM	Annuelle
COV annexe III : acroléine	Annuelle
COV CMR (H350): Formaldéhyde, acétaldéhyde	Annuelle

Par ailleurs, un contrôle des rejets diffus de l'ensemble des ateliers (dont les extracteurs d'air) est effectué tous les trois ans, il porte au minimum sur les paramètres du tableau ci dessus. L'exploitant s'assure que les données des émissions prises en compte dans l'étude des risques sanitaires restent justifiées.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société SCHWEITZER

dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ludres

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **31 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ